

MTL.

L

Commissaire Léonard	le
- 1 -	
6. MAR 1963	
<i>Prorogation</i>	

L.8260/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

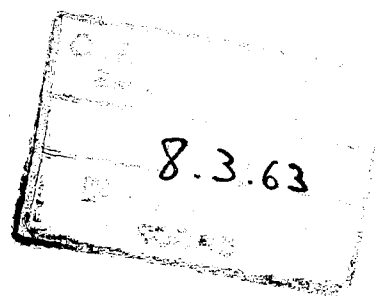
KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 24 janvier 1963, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus en ce qui concerne la fiscalité communale", a donné le 31 janvier 1963 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 24e januari 1963 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de gecoördineerde wetten betreffende de inkomstenbelastingen wat de gemeentefiscaliteit aangaat", heeft de 31e januari 1963 het volgend advies gegeven :



Outre certaines précisions d'ordre purement technique qu'il apporte à l'article 36 des lois coordonnées relatives à la taxe de circulation des véhicules automobiles (article 2), le projet a essentiellement pour but (articles 1er et 3) d'adapter à la réforme apportée aux impôts sur les revenus par la loi du 20 novembre 1962 les articles 83bis et 83ter des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

+

+ +

A. L'article 83 des lois coordonnées dispose que les communes ne sont pas autorisées à établir des centimes additionnels aux impôts cédulaires sur les revenus ou des taxes similaires sur la base ou le montant de ces impôts, sauf en ce qui concerne la contribution foncière.

B. L'article 96 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier a inséré dans les lois coordonnées un article 83bis, qui apportait une première dérogation à l'article 83 en permettant aux communes d'établir, lorsqu'elles ont déjà prévu 800 centimes additionnels à la contribution foncière, deux taxes nouvelles : l'une sous forme d'additionnel à la taxe mobilière due à l'Etat à raison des revenus d'actions ou de capitaux investis, l'autre sous forme d'additionnel à la taxe professionnelle due à l'Etat

.../...

C. L'article 1er de la loi du 30 mars 1962 a remplacé l'article 96 de la loi du 14 février 1961 par des dispositions nouvelles qui, elles-mêmes, ont remplacé l'article 83bis des lois coordonnées et ont inséré dans ces mêmes lois un nouvel article 83ter. En vertu de ces dispositions, l'état actuel de la législation se présente comme suit :

- a) L'article 83bis permet aux communes, pour chacun des exercices pour lesquels elles perçoivent au moins 424 centimes additionnels (1) à la contribution foncière, d'établir une taxe communale sur les revenus professionnels des personnes physiques domiciliées ou imposables à la taxe professionnelle dans la commune.

Cette taxe est fixée à un pourcentage de la partie de la taxe professionnelle due pour le même exercice à l'Etat et correspondant proportionnellement aux revenus professionnels visés à l'article 25, § 1er, des lois coordonnées. Ce pourcentage, uniforme pour tous les redevables, ne peut excéder 5 p.c. de la taxe professionnelle due à l'Etat.

.../...

(1) L'article 83bis, § 1er, tel qu'il résulte de l'article 1er de la loi du 30 mars 1962, prévoyait un minimum de 800 centimes additionnels, mais le § 4 du même article charge le Roi de déterminer en fonction des revenus cadastraux nouveaux le nombre de centimes qui correspondront à celui qui est prévu au § 1er lorsque le résultat de la péréquation générale des revenus cadastraux servira de base à la contribution foncière. Un arrêté royal du 30 avril 1962, pris sur base de cette dernière disposition, a remplacé le chiffre de 800 centimes additionnels par le chiffre de 424.

- b) L'article 83ter établit 5 centimes additionnels :
- 1° à la taxe mobilière sur les revenus d'actions ou de parts correspondant proportionnellement aux bénéfices réalisés en Belgique et sur les revenus de capitaux investis en Belgique;
 - 2° à la taxe professionnelle due par les personnes morales et correspondant proportionnellement aux revenus professionnels visés à l'article 25, § 1er, réalisés en Belgique.

Le produit de cette taxe est versé à un Fonds spécial à ouvrir au budget des recettes et dépenses pour ordre. La recette du Fonds est répartie entre les communes qui, pour l'année à laquelle se rapporte la répartition, ont établi la taxe communale sur les revenus professionnels des personnes physiques, prévue par l'article 83bis, pour autant qu'elles aient perçu pour la même année au moins 530 centimes additionnels (1) à la contribution foncière.

D. L'article 1er du projet, en remplaçant les articles 83bis et 83ter des lois coordonnées, apporte à ces dispositions les modifications essentielles suivantes :

.../...

(1) Le nombre de centimes additionnels fixé primitivement à 1.000 a été modifié par l'arrêté royal du 30 avril 1962 en vertu du pouvoir conféré au Roi par le § 3 de l'article 83ter dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues par l'article 83bis, § 4.

1° Il prévoit que la taxe que les communes seront autorisées à établir en vertu de l'article 83bis aux mêmes conditions que précédemment, sera additionnelle "à l'impôt des personnes physiques afférent proportionnellement aux revenus autres que ceux qui sont visés à l'article 22, § 1er, de la loi portant réforme des impôts sur les revenus".

Les revenus visés par ledit article 22, § 1er, sont :

- a) les revenus des propriétés foncières sises à l'étranger;
- b) les revenus professionnels visés à l'article 6 de la loi qui ont été réalisés et imposés à l'étranger à l'exclusion des revenus et produits de capitaux et biens mobiliers lorsque ces avoirs sont investis dans un établissement dont le contribuable dispose en Belgique;
- c) les revenus divers visés à l'article 17, § 1er, 1° au 3°, de la loi dans les cas où il s'agit :
 - de bénéfices ou produits réalisés et imposés à l'étranger;
 - de prix, subsides, rentes ou pensions, à charge de pouvoirs publics ou organismes officiels étrangers;
 - de rentes alimentaires à charge de non-habitants du Royaume.

.../...

Ainsi aux termes du projet, la taxe communale additionnelle sera établie non plus sur la base de l'impôt dû à l'Etat à raison des seuls revenus professionnels, mais sur la base de l'ensemble des revenus professionnels, mobiliers et immobiliers, des personnes physiques à la seule exception des revenus réalisés à l'étranger.

Il en résulte que les revenus des propriétés foncières sises en Belgique pourront donner lieu à deux taxes communales distinctes :

- a) la taxe additionnelle au précompte immobilier autorisée par l'article 83, a, des lois coordonnées, modifié par l'article 70 de la loi du 20 novembre 1962;
- b) la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques dans la mesure où ce dernier impôt est afférent aux revenus des propriétés foncières.

Il y a lieu de relever, toutefois, que l'article 48, § 2, de la loi du 20 novembre 1962 prévoit la déduction de l'impôt des personnes physiques, à titre de précompte immobilier, du précompte établi conformément à l'article 41, § 3, de cette loi (soit en principe 3 p.c. du revenu cadastral), majoré des centimes additionnels, provinciaux et communaux, sans que cette déduction puisse cependant dépasser une somme égale à 20 p.c. du revenu cadastral qui a été soumis audit précompte. Aucune déduction n'est cependant opérée en raison de la quotité du revenu cadastral visé à l'article 4, § 2, 2° à 4°, de la même loi.

- 2° Le projet modifie la base de calcul des centimes additionnels établis par l'article 83ter actuel en prévoyant que ceux-ci seront désormais établis :
- a) sur la quotité de l'impôt des sociétés qui se rapporte aux revenus autres que ceux qui sont visés à l'article 22, § 1er, de la loi du 20 novembre 1962, alors qu'actuellement ces additionnels sont établis sur la taxe mobilière frappant certains revenus et sur la taxe professionnelle due par les personnes morales en raison des revenus réalisés en Belgique.

Cette modification appelle les mêmes observations que celles qui ont été faites à propos de l'article 83bis;

- b) sur l'impôt des non-résidents sauf lorsque celui-ci correspond au précompte.

E. Pour le surplus, les autres modifications apportées par le projet aux articles 83bis et 83ter constituent de simples adaptations de ces dispositions à la loi du 20 novembre 1962.

+
+ +

.../...

Le projet appelle les observations particulières suivantes :

Intitulé.

Le projet modifie non seulement les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus (article 1er), mais également les lois coordonnées relatives à la taxe de circulation des véhicules automobiles (article 2).

D'autre part, l'expression "fiscalité communale" est équivoque car, si les taxes prévues par l'article 83bis des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et l'article 36 des lois coordonnées relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, sont des taxes communales, les additionnels prévus par les autres dispositions du projet, s'ils sont établis au profit des communes, sont créés d'office, sans intervention du pouvoir communal et sans lien immédiat avec la commune dans laquelle la perception a lieu.

L'intitulé devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Projet de loi modifiant, en ce qui concerne la fiscalité au profit des communes, les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et les lois coordonnées relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles".

.../...

Article 1er.

Les dispositions reprises dans cet article seraient plus claires si elles étaient scindées en trois articles qui reprendraient respectivement :

- l'article 1er : l'article 83bis, à l'exclusion du § 1er, alinéa 3;
- l'article 2 : l'article 83ter, à l'exclusion du § 1er, alinéa 2;
- l'article 3 : la disposition de l'article 83bis, § 1er, alinéa 3, et de l'article 83ter, § 1er, alinéa 2.

D'autre part, les dispositions des articles 83bis et 83ter gagneraient en clarté si elles étaient regroupées suivant qu'elles ont trait :

- à la détermination de la partie de l'impôt dû à l'Etat qui sert de base au calcul de la taxe ou des additionnels;
- au mode de calcul de ces taxes et de ces additionnels.

Article 2.

L'article 98 de la loi du 14 février 1961 détermine des modalités d'enrôlement et de perception qui sont communes à la taxe communale sur les véhicules automobiles et à la taxe additionnelle prévue par l'article 83bis des lois coordonnées. Etant donné que le projet insère dans l'article 83bis les dispositions précitées de l'article 98, il serait préférable, afin de faciliter les coordinations en préparation, de reprendre également ces mêmes dispositions dans l'article 36 des lois coordonnées relatives à la taxe de

circulation sur les véhicules automobiles sous la forme d'un § 5, qui serait ajouté par le projet audit article 36.

Article 3.

Cet article comprend à la fois des dispositions relatives à la mise en vigueur de la loi et des dispositions transitoires qui devraient être regroupées.

Le § 2 comporte une lacune, car il ne règle pas l'entrée en vigueur de la disposition qui fait l'objet de l'article 2, 2°, du projet, laquelle devrait entrer en vigueur au 1er janvier 1963 suivant les renseignements donnés par le fonctionnaire délégué. Le texte devrait, dès lors, être complété dans ce sens.

Le § 3 est inutile étant donné que l'article 70 de la loi du 20 novembre 1962 a modifié l'article 83, a, des lois coordonnées en substituant dans cette disposition la notion de précompte immobilier à celle de contribution foncière, et que l'article 88, § 1er, de la loi du 20 novembre 1962 précitée prévoit que cette loi est applicable à partir de l'exercice d'imposition 1963 au précompte immobilier et au complément de précompte immobilier.

Le texte proposé ci-dessous tient compte de ces observations :

.../...

"Article 1er.-

L'article 83bis, inséré par la loi du 14 février 1961 dans les lois relatives aux impôts sur les revenus, coordonnées le 15 janvier 1948, modifié par la loi du 30 mars 1962 et par l'arrêté royal du 30 avril 1962, est remplacé par la disposition suivante:

"Article 83bis. § 1er. Par dérogation à l'article 83, les communes peuvent établir, pour chacun des exercices pour lesquels elles perçoivent au moins 424 centimes additionnels au précompte immobilier, une taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques.

§ 2. Cette taxe est calculée sur la partie dudit impôt qui correspond proportionnellement aux revenus autres que ceux qui sont visés à l'article 22, § 1er, de la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus.

Toutefois, en ce qui concerne les rémunérations visées à l'article 25, § 1er, 2°, a, qui sont recueillies à l'étranger par des travailleurs frontaliers ... (comme au projet) ...

§ 3. La taxe additionnelle prévue au § 1er est établie par la commune à charge des habitants du Royaume qui sont imposables dans cette commune à l'impôt des personnes physiques.

Elle est fixée pour tous les redevables d'une même commune d'imposition à un pourcentage uniforme de l'impôt dû à l'Etat.

.../...

Ce pourcentage ne peut excéder 5 p.c.; il ne peut être établi en fractions de pourcent.

Les communes ne sont pas autorisées ...(la suite comme dans les trois derniers alinéas du § 1er du texte du Gouvernement) ...

§ 4. ... (comme dans le § 2 du texte du Gouvernement) ... ".

Article 2.-

L'article 83ter, inséré par la loi du 30 mars 1962 dans les mêmes lois coordonnées et modifié par l'arrêté royal du 30 avril 1962, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 83ter._

... (le texte du Gouvernement. Toutefois :

- au § 1er, 1°, quatrième ligne, les mots "du 20 novembre 1962" doivent être ajoutés après le mot "loi";
- au § 1er, 2°, les mots "de la loi portant réforme des impôts sur les revenus" doivent être remplacés par les mots "de la même loi".

... (le § 2 comme au projet) ...".

.../...

Article 3.-

Il est inséré dans les mêmes lois coordonnées un article 83^{quater} rédigé comme suit :

"Article 83^{quater}. La quotité de l'impôt des personnes physiques ou de l'impôt des sociétés, ou l'impôt des non-ré~~idents~~^{idents}, qui servent de base, selon le cas, au calcul de la taxe ou des centimes additionnels prévus par les articles 83bis et 83ter, sont déterminés conformément aux règles relatives à ces impôts, avant l'application des déductions prévues aux articles 44, 48, 49 et 79 de la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus ainsi que des majorations prévues à l'article 22, § 2, de ladite loi, et à l'article 57 des présentes lois coordonnées".

Article 4.-

A l'article 36 des lois relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, coordonnées le 10 avril 1951, modifié par la loi du 30 mars 1962, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° le § 2, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante : ... (comme dans le projet) ... ;
- 2° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :
.... (comme dans le projet) ... ;
- 3° il est ajouté un § 4 rédigé comme suit : ... (comme dans le projet) ... ;

.../...

4° il est ajouté un § 5 rédigé comme suit :

"L'établissement et la perception de la taxe sont confiés à l'administration des contributions directes ... (comme à l'article 83bis, § 2, du texte du Gouvernement) ...".

Article 5.-

§ 1er. Les articles 1er, 2 et 3 entrent en vigueur :

1° à partir de l'exercice d'imposition 1963 ...

(comme dans le projet, sauf que les mots "du 20 novembre 1962" devraient être ajoutés au a, après le mot "loi");

2° ... (comme dans le projet le dernier alinéa du § 1er est renvoyé au § 3).

§ 2. L'article 4 est applicable à la taxe communale établie sur la base de la taxe de circulation due à partir du 1er janvier 1962, à l'exception du 2° dudit article, qui est applicable à la taxe communale établie sur la base de la taxe de circulation due à partir du 1er janvier 1963.

§ 3. Toutefois, les dispositions des articles 83bis et 83ter ... (comme au § 1er, dernier alinéa, du projet) ...

§ 4. Pour l'application de l'article 83ter, § 2, alinéa 2, des lois coordonnées précitées, modifié par l'article 2 de la présente loi... (comme au projet) ... ".

Afgezien van enige zuiver technische bijzonderheden die aan artikel 36 van de gecoördineerde wetten betreffende de verkeersbelasting op de autovoertuigen worden toegevoegd (artikel 2), heeft het ontwerp hoofdzakelijk tot doel (artikelen 1 en 3) de artikelen 83bis en 83ter van de gecoördineerde wetten betreffende de inkomstenbelastingen aan te passen aan de hervorming van de inkomstenbelastingen zoals de wet van 20 november 1962 die tot stand heeft gebracht.

+

+ +

A. Artikel 83 van de gecoördineerde wetten bepaalt, dat gemeenten "niet gemachtigd zijn tot het heffen van opcentiemen op de gesplitste inkomstenbelastingen of gelijkaardige belastingen op de grondslag of op het bedrag van deze belastingen", behalve wat de grondbelasting betreft.

B. Artikel 96 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel heeft in de gecoördineerde wetten een artikel 83bis ingevoegd dat, als eerste afwijking van artikel 83, de gemeenten waar reeds 800 opcentiemen op de grondbelasting werden geheven, machtigde tot het invoeren van twee nieuwe belastingen : de ene bij wege van opcentiemen op de mobiliënbelasting die aan het Rijk verschuldigd is op inkomsten uit aandelen of belegde kapitalen, de andere bij wege van opcentiemen op de aan het Rijk verschuldigde bedrijfsbelasting.

.../...

C. Artikel 1 van de wet van 30 maart 1962 heeft artikel 96 van de wet van 14 februari 1961 vervangen door nieuwe bepalingen, die zelf in de plaats komen van artikel 83bis van de gecoördineerde wetten en er een nieuw artikel 83ter aan toevoegen. Na die bepalingen ziet de wetgeving er als volgt uit

- a) Krachtens artikel 83bis mogen de gemeenten, voor ieder dienstjaar waarvoor zij ten minste 424 opcentiemen (1) op de grondbelasting heffen, een gemeentebelasting invoeren op de bedrijfsinkomsten van natuurlijke personen die in de gemeente gedomicilieerd of aldaar in de bedrijfsbelasting belastbaar zijn.

Die gemeentebelasting wordt vastgesteld op een percentage van het gedeelte van de bedrijfsbelasting dat voor hetzelfde dienstjaar aan het Rijk verschuldigd is en proportioneel overeenstemt met de bedrijfsinkomsten bedoeld in artikel 25, § 1, van de gecoördineerde wetten. Dat percentage, hetzelfde voor alle belastingschuldigen, mag 5 t.h. van de aan het Rijk verschuldigde bedrijfsbelasting niet overschrijden.

- b) Krachtens artikel 83ter worden 5 opcentiemen geheven :
- 1° op de mobiliënbelasting op "inkomsten uit aandelen of deelhebbingen" die proportioneel overeenkomen

.../...

(1) In artikel 83bis, § 1, zoals het volgt uit artikel 1 van de wet van 30 maart 1962, was het minimum 800 opcentiemen, maar § 4 van hetzelfde artikel gelast de Koning, in functie van de nieuwe kadastrale inkomens, het aantal opcentiemen vast te stellen dat overeen zal komen met dat waarvan sprake is in § 1, wanneer de uitkomsten van de algemene perekwatie van de kadastrale inkomens tot basis voor de grondbelasting zullen dienen. Een koninklijk besluit van 30 april 1962, vastgesteld op grond van die laatste bepaling, heeft de 800 opcentiemen vervangen door 424.

met de in België verwezenlijkte winsten en op inkomsten uit in België belegde kapitalen;

- 2° op de door rechtspersonen verschuldigde bedrijfsbelasting die proportioneel overeenkomt met de in artikel 25, § 1, bedoelde bedrijfsinkomsten die in België zijn verwezenlijkt.

De opbrengst van die belasting wordt gestort in een Speciaal Fonds, te openen op de begroting van ontvangsten en uitgaven voor orde. De ontvangsten van het Fonds worden verdeeld over de gemeenten die, voor het jaar waarop de verdeling betrekking heeft, de gemeentebelasting op de bedrijfsinkomsten van natuurlijke personen, als bedoeld in artikel 83bis, hebben geheven, voor zover zij voor hetzelfde jaar ten minste 530 opcentiemen (1) op de grondbelasting hebben geheven.

D. Artikel 1 van het ontwerp vervangt de artikelen 83bis en 83ter van de gecoördineerde wetten om er in hoofdzaak de volgende wijzigingen in aan te brengen :

- 1° De belasting welke de gemeenten krachtens artikel 83bis onder dezelfde voorwaarden als vroeger zullen mogen invoeren, zal een aanvullende belasting zijn "op de personenbelasting die evenredig betrekking heeft op andere inkomsten dan die bedoeld bij artikel 22, § 1, van de wet houdende hervorming van de inkomstenbelastingen".

.../...

(1) Het getal van de opcentiemen, aanvankelijk bepaald op 1000, is door het koninklijk besluit van 30 april 1962 gewijzigd op grond van de bevoegdheid welke § 3 van artikel 83ter aan de Koning opdraagt onder dezelfde voorwaarden als bepaald zijn in artikel 83bis, § 4.

Bedoeld zijn in dat artikel 22, § 1 :

- a) inkomsten van in het buitenland gelegen grondeigendommen;
- b) de bedrijfsinkomsten bedoeld in artikel 6 van de wet, die gerealiseerd en belast werden in het buitenland, met uitzondering van inkomsten uit en opbrengsten van roerende kapitalen en goederen, wanneer die activa belegd zijn in een inrichting waarover de belastingplichtige in België beschikt;
- c) de in artikel 17, § 1, 1° tot 3°, van de wet bedoelde diverse inkomsten, wanneer het gaat om :
 - winsten of baten gerealiseerd en belast in het buitenland;
 - prijzen, subsidies, renten of pensioenen lastens vreemde openbare machten of officiële instellingen;
 - uitkeringen tot onderhoud lastens niet-Rijksinwoners.

Volgens het ontwerp zal voor de aanvullende gemeentebelasting dus niet meer worden uitgegaan van de belasting die uitsluitend wegens bedrijfsinkomsten aan de Staat verschuldigd is, maar van de gezamenlijke bedrijfsinkomsten, roerende inkomsten en onroerende inkomsten van natuurlijke personen, met als enige uitzondering de buitenslands verkregen inkomsten.

.../...

Hieruit volgt dat op inkomsten uit in België gelegen grondeigendommen twee te onderscheiden gemeentebelastingen zullen kunnen worden geheven :

- a) de belasting ter aanvulling op de onroerende voorheffing, krachtens artikel 83, a, van de gecoördineerde wetten, gewijzigd bij artikel 70 van de wet van 20 november 1962;
- b) de belasting ter aanvulling op de personenbelasting, voor zover deze laatste op inkomsten uit grondeigendommen slaat.

Te noteren valt echter het volgende. Krachtens artikel 48, § 2, van de wet van 20 november 1962 wordt, "uit hoofde van de onroerende voorheffing", van de personenbelasting afgetrokken de voorheffing, "vastgesteld krachtens artikel 41, § 3, van die wet" (dus in beginsel 3 t.h. van het kadastraal inkomen), "verhoogd met de provinciale en gemeentelijke opcentiemen, zonder dat die aftrek een som mag te boven gaan, gelijk aan 20 t.h. van het bedrag van het kadastraal inkomen dat onderworpen werd aan de voornoemde voorheffing. Evenwel wordt er geen enkele aftrek gedaan op grond van de quotiteit van het bij artikel 4, § 2, 2° tot 4°, van dezelfde wet bedoeld kadastraal inkomen".

- 2° Het ontwerp wijzigt de grondslag voor de berekening van de door het huidige artikel 83ter ingevoerde opcentiemen, waar het bepaalt dat deze voortaan zullen worden geheven :

- a) op het gedeelte van de vennootschapsbelasting dat overeenkomt met de andere inkomsten dan bedoeld zijn in artikel 22, § 1, van de wet van 20 november 1962, terwijl die opcentiemen thans worden geheven op de mobiliënbelasting op sommige inkomsten en op de bedrijfsbelasting door rechtspersonen verschuldigd wegens in België verkregen inkomsten.

Bij deze wijziging is hetzelfde op te merken als bij artikel 83bis;

- b) op de belasting van niet-verblijfhouders, behalve wanneer deze met de voorheffing overeenkomt.

E. Wat het ontwerp voorts nog in de artikelen 83bis en 83ter, wijzigt dient alleen om die bepalingen aan de wet van 20 november 1962 aan te passen.

+

+ +

Bij het ontwerp zijn ook bijzondere opmerkingen te maken :

Opschrift.

Het ontwerp wijzigt niet alleen de gecoördineerde wetten betreffende de inkomstenbelastingen (artikel 1), maar ook die betreffende de verkeersbelasting op de autovoertuigen (artikel 2).

.../...

De term "gemeentefiscaliteit" is dubbelzinnig. De belastingen die krachtens artikel 83bis van de gecoördineerde wetten betreffende de inkomstenbelastingen en krachtens artikel 36 van de gecoördineerde wetten betreffende de verkeersbelasting op de autovoertuigen zijn ingevoerd, zijn inderdaad gemeentebelastingen; maar de opcentiemen als bedoeld in de overige bepalingen van het ontwerp, ofschoon ingevoerd ten behoeve van de gemeenten, worden van ambtswege vastgesteld zonder bemoeiïng van de gemeenteoverheid en zonder dat de gemeenten waar zij worden geheven daarbij rechtstreeks worden betrokken.

Het opschrift moet dus als volgt worden gelezen :

"Ontwerp van wet tot wijziging, wat de belastingen ten behoeve van gemeenten betreft, van de gecoördineerde wetten betreffende de inkomstenbelastingen en van de gecoördineerde wetten betreffende de verkeersbelasting op de autovoertuigen".

Artikel 1.

De inhoud van dit artikel zou overzichtelijker zijn als hij werd verdeeld over drie artikelen :

- artikel 1 voor artikel 83bis, behalve § 1, derde lid;
- artikel 2 voor artikel 83ter, behalve § 1, tweede lid;
- artikel 3 voor de bepaling van artikel 83bis, § 1, derde lid, en die van artikel 83ter, § 1, tweede lid.

.../...

De bepalingen van de artikelen 83bis en 83ter van hun kant zouden erbij winnen anders te worden geschikt, namelijk naargelang zij betrekking hebben op :

- de vaststelling van het gedeelte van de aan het Rijk verschuldigde belasting dat tot grondslag dient voor de berekening van de belasting of van de opcentiemen;
- de wijze waarop die belastingen en opcentiemen worden berekend.

Artikel 2.

Artikel 98 van de wet van 14 februari 1961 stelt nadere regelen voor de inkohiering en de inning, die zowel voor de gemeentebelasting op autovoertuigen als op de aanvullende belasting volgens in artikel 83bis van de gecoördineerde wetten gelden. Nu het ontwerp die voorzieningen van artikel 98 invoegt in artikel 83bis, zou het aan de gang zijnde coördinatiewerk gemakkelijker worden gemaakt als ze ook overgenomen werden in artikel 36 van de gecoördineerde wetten betreffende de verkeersbelasting op de autovoertuigen; aan dat artikel 36 kan het ontwerp daarvoor een § 5 toevoegen.

Artikel 3.

Dit artikel bevat bepalingen betreffende de inwerkingstelling van de wet en ook overgangsbepalingen, die anders zouden moeten worden geschikt.

.../...

In § 2 is het een leemte, dat niet gesproken wordt over de inwerkingtreding van de bepaling van artikel 2, 2°, van het ontwerp, die, naar de gemachtigde ambtenaar verklaarde, uitwerking zou moeten hebben met ingang van 1 januari 1963. Aanvulling van de tekst is hier nodig.

§ 3 is overbodig nu artikel 70 van de wet van 20 november 1962 artikel 83, a, van de gecoördineerde wetten heeft gewijzigd, namelijk het begrip onroerende voorheffing in de plaats heeft gesteld van het begrip grondbelasting, terwijl artikel 88, § 1, van genoemde wet van 20 november 1962 bepaalt, dat deze met ingang van het aanslagjaar 1963 van toepassing is op de onroerende voorheffing en op de aanvullende onroerende voorheffing.

In de hierna voorgestelde tekst is met deze opmerkingen rekening gehouden :

"Artikel 1.-

Artikel 83bis, door de wet van 14 februari 1961 ingevoegd in de op 15 januari 1948 gecoördineerde wetten betreffende de inkomstenbelastingen, en gewijzigd bij de wet van 30 maart 1962 en bij het koninklijk besluit van 30 april 1962, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 83bis. § 1. In afwijking van artikel 83 mogen de gemeenten voor ieder dienstjaar waarvoor zij ten minste 424 opcentiemen op de onroerende voorheffing heffen, een aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting invoeren.

§ 2. Die aanvullende belasting wordt berekend op het gedeelte van bedoelde belasting dat proportioneel overeenstemt met de andere inkomsten dan bedoeld zijn in artikel 22, § 1, van de wet van 20 november 1962 houdende hervorming van de inkomstenbelastingen.

Wat echter de in artikel 25, § 1, 2°, a, bedoelde bezoldigingen betreft, die in het buitenland verkregen worden door Rijksinwoners die grensarbeiders zijn ... (zoals in het ontwerp) ...

§ 3. De in § 1 bedoelde aanvullende belasting wordt door de gemeente geheven van de Rijksinwoners die in die gemeente belastbaar zijn in de personenbelasting.

Zij wordt voor alle belastingschuldigen van eenzelfde gemeente van aanslag vastgesteld op een eenvoudige percentage van de aan het Rijk verschuldigde belasting.

Dat percentage mag 5 t.h. niet overschrijden; het mag niet in gedeelten van ten honderd worden vastgesteld.

De gemeenten zijn niet gemachtigd ... (voorts zoals in de laatste drie alinea's van § 1 van de tekst van de Regering).

§ 4. ... (zoals in § 2 van de tekst van de Regering) ...".

Artikel 2.-

Artikel 83ter, in dezelfde gecoördineerde wetten ingevoegd door de wet van 30 maart 1962 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 april 1962, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 83ter. § 1. Er worden vijf opcentiemen geheven

1° op het gedeelte van de overeenkomstig artikel 35, § 1, eerste, tweede en vierde lid, en §§ 3 en 4, van de wet van 20 november 1962 houdende hervorming van de inkomstenbelastingen berekende vennootschapsbelasting, dat betrekking heeft op andere inkomsten dan bedoeld in artikel 22, § 1, van dezelfde wet;

2° op de belasting der niet-verblijfhouders, bedoeld in artikel 37, §§ 4, 5 en 7, van dezelfde wet.

§ 2. ... (zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 3.-

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 83quater ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 83quater. Het gedeelte van de personenbelasting of van de vennootschapsbelasting of de belasting der niet-verblijfhouders, die tot grondslag dienen, al naar het geval, voor de berekening van de aanvullende belasting of van de opcentiemen bepaald in de artikelen 83bis

.../...

en 83ter, worden overeenkomstig de regels betreffende die belastingen vastgesteld alvorens de verminderingen als bepaald in de artikelen 44, 48, 49 en 79 van de wet van 20 november 1962 houdende hervorming van de inkomstenbelastingen en de verhogingen als bepaald in artikel 22, § 2, van genoemde wet, en in artikel 57 van deze gecoördineerde wetten zijn toegepast".

Artikel 4.-

In artikel 36 van de op 10 april 1951 gecoördineerde wetten betreffende de verkeersbelasting op de autovoertuigen, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1962, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2, tweede lid, wordt door de volgende bepaling vervangen : ... (zoals in het ontwerp) ... ;

2° § 3, wordt door de volgende bepaling vervangen : ... (zoals in het ontwerp) ... ;

3° er wordt een § 4 toegevoegd, luidend als volgt ... (zoals in het ontwerp) ... ;

4° er wordt een § 5 toegevoegd, luidend als volgt :
"De vestiging en de inning van de belasting worden toevertrouwd aan de administratie der directe belastingen ... (zoals in artikel 83bis, § 2, van de tekst van de Regering)..."

.../...

Artikel 5.-

§ 1. De artikelen 1, 2 en 3 treden in werking

1° met ingang van het aanslagjaar 1963 ... (zoals in het ontwerp, maar de woorden "van 20 november 1962" moeten onder a worden ingevoegd na het woord "wet");

2°...(zoals in het ontwerp; het laatste lid van § 1 wordt overgebracht naar § 3).

§ 2. Artikel 4 is van toepassing op de gemeentebelasting, gevestigd op grond van de met ingang van 1 januari 1962 verschuldigde verkeersbelasting, met uitzondering van 2° van dat artikel, hetwelk van toepassing is op de gemeentebelasting, gevestigd op grond van de met ingang van 1 januari 1963 verschuldigde gemeentebelasting.

§ 3. Nochtans blijven de bepalingen van de artikelen 83bis en 83ter ... (zoals in § 1, laatste lid, van het ontwerp).

§ 4. Voor de toepassing van artikel 83ter, § 2 tweede lid, van genoemde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij artikel 2 van deze wet ... (zoals in het ontwerp)".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS,
de Heren :

premier président,
eerste voorzitter,

G.HOLOYE,
J.MASQUELIN,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

P.DE VISSCHER,

assesseurs de la section
de législation,
bijzitters van de afde-
ling wetgeving,

J.DE MEYER,

G.DE LEUZE,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier.
griffier.

La concordance entre la ver-
sion française et la version néer-
landaise a été vérifiée sous le
contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par
M.H.ROUSSEAU, substitut.

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht
door de H.ROUSSEAU, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE.

(s.) J.SUETENS.